

tenue sous la présidence de Madame STEFANCZYK, assisté(e)
de Madame BALUSSOU et Madame SANIER, Conseillères
En présence de Monsieur CAUSTIER, Rapporteur public
Madame PAULET, Greffière

11 heures 45

01)	DOSSIER N° 2308199	RAPPORTEURE: Madame Elise-Marie BALUSSOU
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de l'arrêté préfectoral du 21 août 2023 portant refus d'admission exceptionnelle au séjour en qualité de parent d'enfant scolarisé, obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours et fixant le pays de destination de la mesure d'éloignement	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame X	Maître MAYOMBO AXEL (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU PAS DE CALAIS	M. le Préfet
02)	DOSSIER N° 2306394	RAPPORTEURE: Madame Léa SANIER
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2023 portant refus de délivrance d'un certificat de résidence algérien d'un an portant la mention "vie privée et familiale" au titre des "liens personnels et familiaux" en France.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	Maître DIENG Ahmed (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU NORD	M. le Préfet
03)	DOSSIER N° 2302077	RAPPORTEURE: Madame Sylvie STEFANCZYK
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de l'arrêté préfectoral du 5 mars 2023 portant assignation à résidence.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	Maître CARDON Olivier
Défendeur	PREFECTURE DU PAS DE CALAIS	CABINET ACTIS AVOCATS

11 heures 45

04)	DOSSIER N° 2308234	RAPPORTEURE: Madame Elise-Marie BALUSSOU
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de l'arrêté préfectoral du 10 août 2023 portant refus de délivrance d'un certificat de résidence algérien d'un an portant la mention "vie privée et familiale" au titre des "liens personnels et familiaux" en France, obligation de quitter le territoire français dans un délai d'un an et fixant le pays de destination de la mesure d'éloignement	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	AARPI PANTONE AVOCATS
Défendeur	PREFECTURE DU NORD	M. le Préfet
05)	DOSSIER N° 2308236	RAPPORTEURE: Madame Elise-Marie BALUSSOU
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de l'arrêté préfectoral du 10 août 2023 portant refus de délivrance d'un certificat de résidence algérien d'un an portant la mention "vie privée et familiale" au titre des "liens personnels et familiaux" en France, obligation de quitter le territoire français dans un délai d'un an et fixant le pays de destination de la mesure d'éloignement	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame X	AARPI PANTONE AVOCATS
Défendeur	PREFECTURE DU NORD	M. le Préfet
06)	DOSSIER N° 2310011	RAPPORTEURE: Madame Léa SANIER
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de l'arrêté préfectoral du 9 août 2023 portant refus de renouvellement d'un certificat de résidence algérien portant la mention "étudiant", obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours, fixant le pays de destination de la mesure d'éloignement et interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	Maître ZAIRI Zouheir
Défendeur	PREFECTURE DU NORD	M. le Préfet

11 heures 45

07)	DOSSIER N° 2309450	RAPPORTEURE: Madame Léa SANIER
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2023 portant refus d'admission au séjour en qualité de "mineur placé auprès de l'aide sociale à l'enfance", obligation de quitter le territoire dans un délai de 30 jours, fixant le pays de destination de la mesure d'éloignement et portant interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'1 an.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	Maître DANSET-VERGOTEN Sophie
Défendeur	PREFECTURE DU NORD	M. le Préfet
08)	DOSSIER N° 2307278	RAPPORTEURE: Madame Elise-Marie BALUSSOU
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2023 portant refus de délivrance d'une carte de séjour temporaire en qualité de "auto-entrepreneur/commerçant", obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours, fixant le pays de destination de la mesure d'éloignement et interdiction de retour sur le territoire français pour une durée de 2 ans	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	Maître SEBBANE Thomas (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU NORD	CABINET CENTAURE AVOCATS
09)	DOSSIER N° 2207899	RAPPORTEURE: Madame Sylvie STEFANCZYK
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de la décision ordonnant le placement en régime différencié dit "controlé" au sein du CP de Vendin-Le-Vieil	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	Maître DAVID Benoit
Défendeur	MINISTERE DE LA JUSTICE	Ministre

